

FICHE-TD 1 : les fondements de la politique climatique.

Travail à faire :

- Analyse du sujet
- Analyse des documents
- Classer les documents, les idées, les exemples dans le plan à détailler
- Rédiger introduction et conclusion

Dossier documentaire :

Docs. « Les effets du changement climatique », « le dilemme du prisonnier appliqué à l'environnement », « le climat : un bien public mondial » p 178 du livre, « les effets sur la croissance » p 182, « croissance économique et réduction des émissions », « les solutions de politique publique »

Plan à détailler

- I) **Le climat et les ressources naturelles ne sont pas des biens comme les autres.**
 - A) **Bien collectif (et bien commun)**
 - 1) Définition
 - 2) source d'externalités +
 - B) **Le changement climatique source...**
 - 1) ..d'Externalités négatives...
 - 2) ...Qui pénalisent la croissance future et le développement.
- II) **Le marché ne fournit pas une réponse satisfaisante aux changements climatiques.**
 - A) **Un homo oeconomicus rationnel mais pas moral (coopératif, solidaire) ...**
 - 1) Le dilemme du prisonnier
 - 2) La question intergénérationnelle et coût d'opportunité
 - B) **.. qui nécessitent des politiques climatiques**
 - 1) Qui internalisent les externalités
 - 2) Qui créent un marché des droits à polluer.

- Etape 1 : analyse du sujet :

- **Définition de politique climatique** : ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre les conséquences sur l'environnement de la dégradation du climat

-problématique : pourquoi mettre en place une politique climatique ?

- PP : I) car le climat est un bien pas comme les autres

II) car le marché tout seul ne fournit pas une réponse satisfaisante ?

Remarque

« Les effets du changement climatique », Nathan, doc 7 p 163

- « le dilemme du prisonnier appliqué à l'environnement », Magnard doc 1 p 152 ou p 171
doc.3 bordas

- « le climat : un bien public mondial » doc 1 p 178 Hachette

- « les effets sur la croissance » doc 2 p 182 Hachette

- « croissance économique et réduction des émissions », Nathan doc 4 p 161

- « les solutions de politique publique », Nathan doc 6 p 162

- **Etape 2 : analyse des docs**

- **Etape 3 : Plan détaillé**

Introduction :

La civilisation sumérienne apparut au IV^{ème} millénaire avant J-C. les Sumériens fondèrent l'une des 1^{ères} sociétés sédentaires de l'histoire, ils ont créé une organisation sociale et politique élaborées. Les sumériens vont néanmoins être rayés de la carte à la fin du II^{ème} millénaire avant J-C, du fait notamment d'un manque de maîtrise et d'anticipation des conséquences des systèmes d'irrigations mises en place qui ont asséché les nappes phréatiques et accru la salinisation du sol.

A l'instar des Sumer, les Mayas, l'île de Pâques.....de nombreuses civilisations n'ont pas su répondre aux défis écologiques posés. Sommes-nous différents ? L'enjeu écologie est là ! Et nécessite la mise en œuvre d'actions communes. Ainsi se justifie la mise en œuvre de politique climatique pour lutter contre le réchauffement climatique et ses conséquences. Pourquoi de telles politiques ?

Car le climat est un bien commun et que le marché ne fournit pas seul une réponse suffisante.

I) **Le climat et les ressources naturelles ne sont pas des biens comme les autres.**

A) **Bien collectif (et bien commun)**

1) Définition

2) source d'externalités +

B) **Le changement climatique source....**

1) ..d'Externalités négatives...

2) ...Qui pénalisent la croissance future et le développement.

II) **Le marché ne fournit pas une réponse satisfaisante aux changements climatiques.**

A) **Un homo oeconomicus rationnel mais pas moral (coopératif, solidaire) ...**

1) Le dilemme du prisonnier

2) La question intergénérationnelle et coût d'opportunité.

B) **.. qui nécessitent des politiques climatiques**

1) Qui internalisent les externalités

2) Qui créent un marché des droits à polluer.

Plusieurs instruments pour mener des politiques climatiques

Les instruments économiques permettant de gérer la question climatique sont de deux types : les uns reposent sur la contrainte, les autres sur l'incitation.

Les externalités négatives peuvent en effet être combattues par la réglementation, c'est-à-dire la contrainte, ou/et par la mise en œuvre d'instruments ayant pour objectif de les internaliser : il s'agit alors de faire en sorte que les coûts privés supportés par les producteurs d'externalités incluent les coûts sociaux, c'est-à-dire les dommages et désutilités subis par les autres agents.

Deux instruments peuvent être mobilisés pour cette internalisation des coûts sociaux : les taxes environnementales, qui corrigent les prix des marchés existants

et les marchés de « droits d'émission », qui permettent de faire émerger de manière décentralisée un prix des émissions. Ces deux instruments sont issus des travaux respectifs d'Arthur Cecil Pigou et de Ronald Coase.

Remarque : autre plan possible :

I) Environnement et défaillances du marché

- A) Le climat, un bien public : ses caractéristiques et conséquences
- B) Comportement d'homo oeconomicus et de passager clandestin

II) La nécessaire intervention de la puissance publique

- A) Le coût de l'inaction supérieur à celui d'une intervention
- B) Les modalités d'internalisation du coût des dommages induits par la pollution

Conclusion :

Bilan :

Du point de vue économique, le climat a la nature d'un « bien commun », en ce sens qu'il n'est pas exclusif puisque sa dégradation touche, bien que de manière différenciée, tous les habitants de la planète, et qu'il est rival dans la mesure où ses dérèglements sont la résultante de l'accumulation de GES, elle-même fruit des actions individuelles. Les dérèglements du climat étant la résultante des émissions de GES, celles-ci peuvent être analysées comme une pollution qui, dans l'analyse économique, correspond à une externalité négative.

Dans de telles situations, les agents économiques individuels ne prennent en compte, dans leurs décisions, que les coûts et les bénéfices privés de leurs actions, négligeant ainsi les coûts subis par les tiers, donc par la collectivité tout entière – s'agissant du climat, l'humanité tout entière. Puisqu'il y a externalité, il y a défaillance de marché en situation de laisser-faire : en présence d'externalité négative, le coût privé est inférieur au coût social, de sorte que l'action à l'origine de l'externalité tend à être choisie de manière excessive au regard de ce qui est socialement souhaitable.

Ouverture :

Ainsi cette caractéristique de bien commun, implique l'intervention de l'état, à travers la mise en œuvre de politique climatique : comment mettre en place de telle politique ?